



Éditions du Gret • Coopération française

## Répertoire



# Foncier rural, ressources renouvelables et développement dans les pays ACP



## **Avant-propos**

**E**n 1996, le ministère de la Coopération a pris l'initiative d'engager une réflexion collective sur le foncier rural et les ressources renouvelables. Le foncier constitue en effet la toile de fond de la quasi-totalité des dynamiques de développement rural. Il est bien souvent aussi à l'origine de conflits entre les différents "ayants droit" sur un même espace. La cohabitation de fait de deux systèmes juridiques, l'un coutumier et l'autre relevant du droit positif, représente le premier élément d'insécurité foncière. Cette insécurité est accrue du fait de l'explosion démographique, la population rurale ayant continué à croître, malgré le spectaculaire développement des villes.

C'est ainsi que les affrontements de ces dernières années de l'Afrique des grands lacs ne peuvent pas être analysés sous le seul angle des rivalités interethniques. La dimension foncière paraît constituer un élément explicatif important. De même et dans un contexte totalement différent, l'origine du conflit qui a opposé, en 1989, la Mauritanie et le Sénégal réside moins dans le différend de ces deux pays sur le tracé de leur frontière que dans la multiplication des conflits fonciers entre les populations des deux rives de la vallée du fleuve Sénégal. Autre exemple : en zone sahélienne la multiplication des conflits fonciers entre pasteurs et agriculteurs explique en partie les crises politiques que certains pays connaissent actuellement ; elle met en lumière en particulier l'absence de consensus sur les instances d'arbitrage et sur les règles à appliquer.

La pression démographique et les mouvements migratoires, la dégradation des ressources naturelles (sols, eaux, forêts...) sont autant d'éléments qui situent la question foncière au cœur des préoccupations des États sur le développement durable ou l'aménagement du territoire.

Pour conduire notre réflexion, un plan d'action a été défini. Il a pour ambition non seulement d'établir un "état de l'art" sur la question foncière en associant l'expertise africaine, mais aussi d'élaborer des outils destinés aux responsables des actions de développement sur le terrain. La complexité du sujet et la pluralité des approches ont conduit à la constitution d'un comité de pilotage regroupant les principaux spécialistes français des différentes disciplines concernées par le sujet. Les réunions du comité ont été avant tout animées par la volonté partagée par l'ensemble de ses membres de participer à une entreprise pluridisciplinaire, de mobiliser le plus largement possible l'expertise française et africaine et d'associer les compétences anglophones dans le cadre d'une collaboration avec la coopération britannique. Les travaux menés dans ce cadre visent non seulement à

préciser les connaissances en la matière, mais aussi à préparer avec les responsables africains les éléments de stratégies adaptées à la diversité des situations.

Le présent répertoire est l'un des produits du plan d'action. Il présente des organismes qui travaillent sur la question foncière dans différentes disciplines.

D'autres travaux font également l'objet de publications :

- ? *Quelles politiques foncières en Afrique noire rurale ? Réconcilier légalité, légitimité et pratiques*, sous la direction de Ph. Lavigne Delville (avec l'accompagnement scientifique de J.-P. Chauveau, J. Gastaldi, M. Kasser et E. Le Roy), Karthala, juillet 1998.

Il s'agit d'un véritable travail d'expertise collective, qui a mobilisé une quarantaine de spécialistes. Cet état des lieux pluridisciplinaire couvre, à travers une série d'entrées thématiques, les différentes facettes de la question, tant du point de vue des diagnostics que des interventions de terrain.

- ? *Gérer le foncier rural en Afrique de l'Ouest : interventions publiques et dynamiques locales*, sous la direction de Ph. Lavigne Delville, C. Toulmin et S. Traore, Karthala, novembre 1998.

Cette publication présente les principaux résultats d'un séminaire co-organisé par le Groupe de recherches et d'échanges technologiques (GRET) et l'UFR des sciences juridiques et politiques de l'Université Gaston Berger de Saint-Louis (Sénégal) avec la collaboration de l'International Institute for Environment and Development (IIED). Vingt-cinq chercheurs et experts d'Afrique de l'Ouest ont confronté les approches des pays anglophones et francophones.

- ? *Bibliographie et lexique du foncier en Afrique noire*, M. Cubrilo et C. Goislard, Karthala, août 1998.

Une bibliographie d'introduction au foncier, traitant d'une centaine de références organisées thématiquement, et un lexique des terminologies foncières (avec traduction anglaise) ont été réalisés sous l'égide de l'Association pour la promotion des recherches et études foncières en Afrique (APREFA).

L'ambition de ces quatre premières publications est de permettre à un large public d'appréhender un sujet important pour le développement du monde rural africain et d'ouvrir le débat sur des bases plus précises qui, espérons-le, devraient permettre d'esquisser de nouvelles règles de gestion des ressources.

*Michel Colin de Verdière*  
*Sous-directeur du Développement économique*  
*et de l'Environnement*  
*Ministère des Affaires étrangères -*  
*Coopération et Francophonie*